

# Kluwer Patent Blog



- [Facebook](#)
- [Twitter](#)
- [LinkedIn](#)
- [YouTube](#)

## OEB

### Accord pour l'ancien dirigeant du SUEPO, les tensions sociales demeurent à l'OEB

[Kluwer Patent blogger/Mai 1, 2020 /1 Commentaire](#)

Quelques nouvelles positives de l'Office européen des brevets. L'ancien secrétaire du SUEPO La Haye et membre du Comité central du personnel Laurent Prunier, qui avait été licencié en 2016 pour des motifs douteux par l'ancien président de l'OEB Benoît Battistelli, a conclu un accord avec l'Office, près de deux ans après qu'António Campinos ait pris la relève de son prédécesseur controversé. Malheureusement, Campinos n'est pas parvenu à mettre fin aux troubles sociaux de l'époque Battistelli.



Le syndicat de l'OEB a annoncé le règlement dans une lettre adressée à ses membres la semaine dernière : "Comme vous vous en souvenez, de nombreux responsables syndicaux et représentants du personnel ont été durement visés sous le mandat de M. Battistelli. Suite au mandat reçu du conseil d'administration, M. Campinos a pris des mesures pour soulager ces collègues. Le dernier en date est Laurent Prunier, ancien secrétaire du SUEPO La Haye et membre élu du Comité central du personnel, qui a été licencié en 2016. (...) Nous ne sommes pas au courant des détails de l'accord, car il est soumis à une stricte confidentialité".

Prunier a été licencié dans une période de profonde agitation, de protestations et de conflits à l'OEB pendant la présidence de Benoit Battistelli, qui a été accusé de créer un climat de peur, de mettre les travailleurs sous une pression intolérable et d'ignorer les propres règles de l'organisation. Sa direction controversée a conduit à des débats parlementaires aux [Pays-Bas](#), en France et en Allemagne, à un [conflit avec le gouvernement néerlandais](#) et à des

dizaines d'affaires judiciaires au TAOIT, entre autres (voir, par exemple, [ici](#) et [ici](#)). Plusieurs cas [de suicide de membres du personnel](#) ont été liés aux conditions de travail à l'OEB.

Selon Battistelli, Prunier avait harcelé un collègue. Mais le licenciement était largement lié à ses activités pour le syndicat et la CSC. Deux autres dirigeants du SUEPO ont également été licenciés en 2016, un autre a été rétrogradé. M. Prunier a toujours nié tout manquement et a demandé la transparence : "La solution la plus simple pour que le public puisse apprécier la vérité par rapport à l'histoire est que M. Battistelli lève la confidentialité qu'il m'impose et je publierai volontiers tous les documents", a-t-il écrit à l'époque dans une lettre ouverte.

Bien que l'accord signifie probablement que l'OEB a reconnu que M. Prunier n'aurait pas dû être licencié, il ne reviendra pas au bureau, selon l'annonce du SUEPO : "L'épreuve, qui a duré plus de 3 ans, a gravement affecté la vie et la santé de Laurent. Au vu de cet impact, et bien qu'il ait été un collègue de l'OEB réellement engagé et précieux, Laurent a choisi de ne pas revenir au Bureau pour pouvoir se rétablir correctement".

Depuis son entrée en fonction, il y a presque deux ans, des pressions ont été exercées sur le successeur de Battistelli, António Campinos, pour qu'il règle les sanctions de l'administration précédente à l'encontre des principaux dirigeants du SUEPO. La déception est grande ([lire ce blog par exemple](#)) de constater qu'il a fallu tant de temps pour y parvenir dans des affaires comme celle de Prunier et que certaines n'ont toujours pas été résolues. "Nous profitons de cette occasion pour rappeler que deux anciens experts du Comité du personnel restent abusivement sanctionnés : Aurélien Pétiard à Munich et Michael Lund (aujourd'hui à la retraite) à La Haye. Nous espérons que le Président leur apportera enfin un soulagement à eux aussi", a écrit le SUEPO.

Sur d'autres fronts également, les relations entre la présidence et le personnel ne se sont pas du tout normalisées, comme on l'espérait initialement après le changement de direction en juillet 2018. À la fin de l'année dernière, des centaines de membres du personnel à La Haye et à Munich ont protesté contre les conditions de travail, pour la première fois depuis l'entrée en fonction de Campinos. Selon eux, il n'avait pas réussi à rétablir le dialogue social. Ils étaient particulièrement préoccupés par les plans de l'OEB visant à réduire les coûts.

Selon l'Office, les réductions sont inévitables pour la viabilité financière à long terme. Cette conclusion est basée sur [l'Etude Financière de 2019](#), réalisée par Mercer et Oliver Wyman. L'étude a été critiquée de plusieurs côtés - pour plus de détails, voir [ce blog](#), mais les protestations, les critiques, les propositions alternatives et les récentes discussions ont conduit à un rapprochement entre la présidence et le personnel. Il n'y a pas eu non plus de progrès dans la révision du cadre de la social-démocratie.